

YANN COATANLEM

Co-fondateur de GlassView, président du Club Praxis

Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé

Commençons avec Yann.

Yann Coatanlem, co-fondateur de GlassView, président du Club Praxis

Je vous remercie. Merci de me recevoir, Terry. En tant qu'économiste, je commencerai par parler d'économie, si vous permettez. Chacun est conscient que l'Europe ne pourra pas conserver sa prospérité, son niveau de vie et son influence dans le monde si elle ne redresse pas son économie. Alors que faut-il faire ? Afin de proposer des solutions concrètes, je soulignerai un diagnostic clé du rapport Draghi qui a été largement négligé.

Tout d'abord, que retenir du rapport Draghi ? Principalement que les performances économiques de l'Europe sont en retard sur celles des États-Unis. Ce graphique montre la croissance inouïe des États-Unis ces dix dernières années. Au centre se trouvent des pays comme la France, l'Italie et le Canada, qui ont stagné pendant la dernière décennie. C'est un vrai problème. Le deuxième enseignement, peut-être encore plus crucial, est que l'écart entre les États-Unis et l'Europe provient majoritairement du secteur technologique. C'est un aspect qui devrait tous nous alerter. Cela est plus clair sur ce graphique, qui indique le niveau d'investissement dans la recherche et le développement. Pour l'industrie traditionnelle, hors secteur technologique, on constate que les chiffres sont comparables des deux côtés. Pour les investissements publics, les chiffres sont également comparables, du moins en valeur relative. La grande différence, c'est le secteur de la haute technologie, où les États-Unis nous dominent selon un facteur de cinq à six. C'est un point important à retenir.

Qu'est-ce que le secteur de la technologie a de si particulier ? C'est un secteur où les acteurs ne cessent d'échouer. Les échecs sont très fréquents dans un secteur qui évolue rapidement. Prenons un exemple. Vous participez à une course. Vous devez foncer à cause de vos concurrents, mais il y a tellement d'obstacles que vous tombez tous les quelques mètres. Quelle est la solution ? Il n'y en a qu'une : vous devez vous relever immédiatement. Malheureusement pour les entreprises européennes, c'est actuellement impossible. Je prendrai un exemple très concret. Voyez Meta il y a deux ans : Facebook a changé son nom en Meta à cause du Metaverse. Ils ont compris il y a deux ans que le Metaverse était une impasse. Qu'ont-ils fait ? Ils ont licencié 20 000 personnes, soit environ un quart de leur personnel. Ils ont réembauché en quelques mois des milliers d'ingénieurs ayant un profil plus proche de l'IA. Puis ils ont investi des dizaines de milliards de dollars dans le capital physique, c'est-à-dire tous les équipements nécessaires pour l'IA. En termes de durée, cela s'est fait en quelques mois. En termes de coût, cela représentait plusieurs mois de la rémunération totale des travailleurs licenciés. Ils ont donc fait preuve d'une grande agilité.

Comparez cela à la situation européenne. Prenez les grandes entreprises technologiques – SAP, Nokia et Ericsson. À peu près au même moment, elles ont annoncé d'importantes restructurations et ont également annoncé des provisions comptables sur plusieurs années. Donc d'un côté, cela prend quelques mois et de l'autre, cela prend des années. On est face à une différence d'ordre de grandeur. Ensuite, lorsque vous évaluez une entreprise – en tant qu'investisseur – il est évident qu'un projet qui est rentable aux États-Unis ne le sera pas en Europe en raison de ces coûts de restructuration. On peut donc en conclure que les lois de protection de l'emploi étouffent la rentabilité des projets à haut risque qui, par nature, sont voués à échouer souvent. C'est ce que dit Mario Draghi dans son rapport. Je cite : « les entreprises de l'UE subissent des coûts de restructuration plus élevés que leurs homologues américaines, ce qui les désavantage énormément dans des secteurs hautement innovants où prévaut une dynamique de type 'le gagnant remporte le gros lot' ».

Dans ces conditions, que font les entreprises européennes ? Elles évitent les innovations dites de rupture. Elles évitent la frontière technologique. À l'écran – c'est très frappant – si l'on compare les États-Unis et l'Europe, on voit qu'aux États-Unis les entreprises investissent essentiellement dans la R&D de haute technologie. En Europe, elles investissent surtout dans les industries traditionnelles. C'est une différence tout à fait flagrante. Le graphique suivant est encore plus choquant et je pense qu'il met très bien les choses en perspective. Si l'on considère les entreprises relativement jeunes, moins de 50 ans, et de taille significative, plus de 10 milliards USD de capitalisation boursière, voici le résultat : la haute technologie en vert, donc les grands volumes, du côté américain, sont ce qu'on appelle les « Sept Magnifiques »¹. Puis il y a l'Europe, minuscule, et l'Asie qui est en fait beaucoup plus grande. C'est vraiment frappant.

Alors que faudrait-il faire ? Ce dont nous avons discuté avec M. Draghi, et que nous proposons aux gouvernements nationaux et à la Commission européenne, ce n'est certainement pas de copier le modèle américain de protection de l'emploi, mais d'utiliser les meilleures pratiques en vigueur en Europe, notamment en Suisse ou au Danemark. Nous pensons en particulier que si l'UE pouvait adopter la flexicurité danoise, mais en la limitant peut-être aux 5 ou 10 % d'employés les plus qualifiés et aux secteurs qui embauchent des ingénieurs hautement qualifiés, alors la situation serait meilleure. Ce serait presque une situation gagnant-gagnant, car le reste de la population ne descendrait pas dans la rue pour protester. En fait, ils pourraient même se réjouir à l'idée que les privilégiés vont souffrir un peu plus. En même temps, cela donnerait aux entreprises européennes plus de vitalité, plus de cette agilité dont je parlais, et une meilleure capacité de réaction, en mois et non en années. Voilà en gros le principe et je m'arrêterai là.

Terry Martin

Yann, pour revenir à notre point de départ, je m'interroge sur les idées que vous venez d'exposer et qui sont très intéressantes. J'adore la carte que vous avez montrée en bleu et blanc qui compare l'évolution d'entreprises européennes et américaines de leur création depuis zéro à leur entrée en bourse. Pour revenir au sujet de l'Europe après la guerre en Ukraine et l'élection de Trump, comment selon vous ces deux développements pourraient-ils

¹ NdT : Apple, Microsoft, Amazon, Alphabet, Meta, Nvidia, and Tesla

affecter la compétitivité future de l'Europe, en particulier dans le secteur de la technologie ? Voyez-vous des changements se profiler, ou la situation restera-t-elle inchangée ?

Yann Coatanlem

Ces changements vont compliquer encore plus la situation européenne car les budgets seront plus restreints. Je pense que les gouvernements, comme d'habitude, devront s'atteler à plusieurs tâches en même temps, et c'est très difficile. Le coût de l'énergie restera vraisemblablement élevé en Europe en raison de tous ces conflits et tensions et, oui, cela aura un impact considérable sur le paysage commercial. D'où la nécessité d'engager dès maintenant des réformes structurelles, guerre ou pas guerre.

Terry Martin

D'accord, je vois. Je veux dire que la compétitivité de l'Europe sera, bien sûr, influencée par ces deux développements et l'est déjà. Bien. Changeons de sujet.